

[Texte]

Implementation of the Royal Commission's recommendations is proceeding and, therefore, no further recommendation from the Commission is deemed necessary in this report.

Then the royal commission commends all three governments—the Government of Canada for leadership, the province, the city and Harbourfront's Board of Directors for their co-operative support of the federal actions over this past year—and looks forward to the successful resolution of the Harbourfront situation.

My honourable friend might get a lot of the answers to the puzzling questions he asked by reading Mr. Crombie's report, since Mr. Crombie endorses the action that the government is taking in Bill C-73.

**The Chairman:** Thank you, Mr. McCreath. We are going to give you an opportunity to be questioned by members of the committee. We appreciate your interjection.

**Mr. Harb:** And we want to put him on the stand soon.

**The Chairman:** That is right. Just as soon as you agree, we will. Mr. Lee.

**Mr. Lee:** Could I ask either of the witnesses if they had any reaction to that excerpt from the Crombie report, which commented on the board of directors of Harbourfront. If you do not, that is quite all right.

**Mr. Ledrew:** We can certainly comment on it. I have read it. On this I can say that I was puzzled a bit by it, but after thinking about it I know exactly what the watershed report was referring to, which is a decision of the former board of Harbourfront to accept what Crombie won; in other words, the Crombie first report, which said there should be a development arm and then a programming arm. The two of them are not necessarily in tandem. The board looked at that. They did not agree with it, but they said that if this is the way things are going and our political advisers are saying this, then we will buy into that idea. There was a motion, and there was support by the board to split off the programming and development arms. I guess the main thing the board wanted though was that the lands were to remain in public ownership. That was our view in June.

• 1620

**Mr. McCreath:** [Inaudible—Editor]

**Mr. Ledrew:** I want to, if I could, Mr. Chairman. I was not asked a question about that, but there was an interjection before and I would never want this committee to be left with the idea that I had misled it.

Mr. Mills, who lived with Harbourfront day and night for a number of years, has pointed out something to me when I had said Harbourfront had started with 100 acres and now is going to be left with 10. I guess there has been a little bit of erosion, but when you look at the acreage of Harbourfront I do not want to let the committee believe that 90 acres were being sold off to developers. In fact, 40 acres had been agreed prior to any settlements.

[Traduction]

La mise en oeuvre des recommandations de la Commission d'enquête parlementaire est en cours et, par conséquent, aucune autre recommandation de la commission n'est jugée nécessaire dans le présent rapport.

La Commission d'enquête va ensuite jusqu'à féliciter les trois gouvernements... le gouvernement du Canada pour son leadership, la province, la ville et le Bureau de direction de Harbourfront pour leur collaboration avec le fédéral au cours des années passées... et a hâte que la situation de Harbourfront soit résolue.

Mon honorable ami peut obtenir de nombreuses réponses aux questions troublantes qu'il a posées en lisant le rapport de M. Crombie, étant donné que M. Crombie appuie les mesures prises dans le gouvernement dans son Bill C-73.

**Le président:** Merci, monsieur McCreath. Nous allons vous donner l'occasion de répondre aux questions des membres du comité. Nous apprécions vos remarques.

**M. Harb:** Et nous avons bien hâte de lui poser des questions.

**Le président:** Très bien, dès que vous serez d'accord nous le ferons. Monsieur Lee.

**M. Lee:** Pourrais-je demander à l'un des témoins s'ils ont eu une réaction quelconque en entendant l'extrait du rapport Crombie, qui portait sur le Bureau de direction de Harbourfront. Si vous refusez, c'est très bien également.

**M. Ledrew:** Nous pouvons certainement faire des commentaires, car je l'ai lu. J'avoue qu'il m'a un peu troublé. Mais après y avoir réfléchi, je sais maintenant à quoi se référerait ce rapport critique, qui est en fait une décision de l'ancien bureau de direction de Harbourfront d'accepter les suggestions de M. Crombie. En d'autres termes, le premier rapport Crombie, qui précisait qu'il faudrait se pencher sur deux aspects distincts: le développement et l'établissement des programmes. Les deux ne vont pas nécessairement ensemble. Le conseil a examiné la chose. Il n'était pas d'accord mais ils ont dit que si c'était la façon dont les choses se passent et si c'est ce que prétendent nos conseillers politiques, eh bien nous adopterions l'idée. Il y a eu une motion appuyée par le conseil visant à diviser la programmation et les directions de développement. J'imagine que la principale chose que recherchait le conseil était que les terrains restent propriété publique. C'était notre façon de voir en juin.

**M. McCreath:** [Inaudible—Éditeur]

**M. Ledrew:** Monsieur le président, je voudrais, si c'était possible... On ne m'a pas posé de questions à ce sujet mais il y a eu une intervention précédemment et je ne voudrais pas que ce comité ait l'impression que je l'ai trompé.

M. Mills qui consacrait ses jours et ses nuits à la Harbourfront Corporation depuis plusieurs années m'a fait une remarque parce que j'avais dit que cette société avait commencé avec 100 acres et qu'il allait maintenant lui en rester 10. Je pense qu'une petite partie est imputable à l'érosion mais quand vous pensez à la superficie dont disposait la Harbourfront Corporation je ne voudrais pas que le comité croie que 90 acres ont été vendus aux promoteurs. En réalité 40 acres avaient fait l'objet d'entente préalable avant tout règlement.